

## Regards croisés

Historiens et révolutions. Vers une « paix des braves » ?

Guy Lemarchand, Emmanuel Le Roy Ladurie et Karine Rance

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11389>

DOI : 10.4000/ahrf.11389

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2008

Pagination : 177-195

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Guy Lemarchand, Emmanuel Le Roy Ladurie et Karine Rance, « Regards croisés », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 351 | janvier-mars 2008, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11389> ; DOI : 10.4000/ahrf.11389

---

***HISTORIENS ET RÉVOLUTIONS.  
VERS UNE « PAIX DES BRAVES » ?***

En ces temps d'interrogation sur le réchauffement climatique est parue l'enquête d'Emmanuel Le Roy Ladurie : *Histoire humaine et comparée du climat*<sup>1</sup>, qui fait suite à son premier livre sur la question publié en 1967. Guy Lemarchand (Université de Rouen), qui a associé Karine Rance (Université de Clermont-Ferrand) à son projet, a eu l'idée de demander à l'auteur des célèbres *Paysans de Languedoc* (1966) ce qui l'a amené à une démarche qui remet au premier plan, dans une synthèse large, l'orientation de la recherche historique des années 1960 en la modernisant, et d'en discuter avec lui en faisant particulièrement référence aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles.

Emmanuel LE ROY LADURIE

Selon certaines informations (mais sont-elles fondées ?), Anatoli Ado, grand historien russe des révoltes paysannes françaises à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, aurait dit à ses élèves, peu avant sa mort, que d'une façon générale Furet avait raison lors des polémiques que l'on sait. Voilà qui devrait inciter les uns et les autres à la conciliation. Cela ne m'empêchait point et ne m'empêche toujours pas d'avoir des divergences vis-à-vis de Furet, qui fut le plus intime ami de ma jeunesse. Il voulait que notre

(1) Emmanuel LE ROY LADURIE, *Histoire humaine et comparée du climat*, t. I *Canicules et glaciers XIII-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Fayard, 2004 ; t. II *Disettes et révolutions 1740-1860*, Paris, Fayard, 2006,

*Histoire de France* en cinq volumes (œuvre de Duby, Le Roy Ladurie, Furet, et Agulhon) s'appelle *Histoire politique de la nation française*, titre inspiré de Seignobos. L'éditeur, avec mon accord, a préféré *Histoire de France Hachette*. Depuis, les divergences entre Furet et moi se sont précisées. Il est allé de plus vers l'histoire purement politique, en effet, comme l'a bien montré Ran Halévi<sup>2</sup>, et moi, vers l'histoire rurale, ethnologique, écologique, et notamment celle du climat : celle-ci mêle les points de vue connexes de la météorologie, de l'histoire économique, du social, de l'apolitique... ou du politique également. Par ailleurs, les événements se sont chargés de modifier quelques points de vue. Les protagonistes, Soboul et Furet, ne sont plus de ce monde, hélas. Nous marquons, ces temps-ci, le dixième et triste anniversaire de la mort de Furet, ainsi que le 90<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Richard Cobb, grand historien anglais de la Révolution. Le mur de Berlin était tombé dès 1989 atténuant ainsi les affrontements de jadis et brouillant de nombreux repères. La politique du parti communiste de l'Union soviétique et certains aspects de celle de Poutine font l'objet d'une aversion tout à fait différentielle, certes, et pourtant homologues dans une certaine mesure. La notion gaullienne d'une « paix des braves » *post mortem* ou du vivant des disciples divers, s'est imposée. Détente donc, mais aussi disjonction des royaumes : on peut voter à droite ou au centre, se réclamer d'un certain catholicisme, pas forcément progressiste, et pourtant se sentir plus à l'aise quelquefois avec les tenants des *Annales historiques de la Révolution française* (qui ont incidemment la gentillesse de m'accueillir dans cette livraison), plutôt qu'avec tel nouveau zélateur d'une histoire stratosphérique et désincarnée, proche de la couche d'ozone, essentiellement centrée sur une chronique du mouvement des idées, et qui n'a que Tocqueville à la bouche. Ce Tocqueville qui pourtant me fascine, lui qui en juin 1848, personnage de western, formé aux États-Unis, avait toujours ses pistolets en poche, à la John Wayne, pour « descendre » son concierger dont il redoutait le militantisme rouge et meurtrier.

Dans mon rapprochement personnel, ces temps-ci, avec les *Annales historiques de la Révolution française*, il y a, en vieil historien de l'École des *Annales* tout court que je suis et demeure, il y a toute la réflexion à la E. P. Thompson (dont je suis l'un des admirateurs), ce Thompson « lancé » en France par Pierre Bourdieu ; toutes ses réflexions sur le déficit météo-induit des céréales et donc sur la hausse des prix du pain ; méditations donc sur les émeutes de subsistances ou *food riots* ; celles-ci matricielles, pour une part, de la Révolution française, et du syndicalisme britannique comme l'a bien vu ce même Thompson ; matricielles aussi d'une certaine agitation féminine, sinon féministe, propre aux ménagères, en temps de cherté du pain... ou de la viande (1788, 1911...).

(2) Ran HALÉVI, *L'expérience du passé. François Furet dans l'atelier de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2007.

Je parlais tout à l'heure de conciliation, Furet lui-même nous en a donné l'exemple. À Chicago, il fréquentait<sup>3</sup> les néo-conservateurs dont on sait, depuis, le prodigieux (?) destin politique. Côté allemand, il correspondait avec Nolte qui pourtant sentait le soufre. En sa Vendée natale, Furet restait attentif, non sans nuances bien sûr, à l'histoire de ses malheureux compatriotes révoltés de 1793, sujet d'étude cher aussi à Jean-Clément Martin. À Paris, enfin, Furet collaborait à gauche, de façon prestigieuse au *Nouvel Observateur*, qui grâce à lui, a très judicieusement diffusé les idées ci-devant droitières d'Augustin Cochin, trop longtemps confinées dans des secteurs étroitement conservateurs de la pensée historiographique. L'excellent *Nouvel Observateur* fut pour les idées de notre collègue un pôle de diffusion extraordinairement fécond. Il y avait là chez Furet une formidable largeur d'esprit, un œcuménisme tous azimuts dont nous devrions peut-être nous inspirer (?).

Une lecture ultra cursive de mes deux volumes sur l'*Histoire humaine et comparée du climat* (Fayard) me permettra de préciser les relations que de ce point de vue pour ma part j'ai entretenues avec les proches, au sens le plus large de ce terme, y compris international, les proches ou plus ou moins proches historiens des *Annales historiques de la Révolution française* et des *Annales* jadis *AESC*.

Je commencerai par évoquer ici la grande famine due aux pluies de 1314-15 ; elle incarne (nous dit-on à tort ou à raison), la fin du beau Moyen Âge. C'est à propos de celle-ci que l'historien afro-américain William Chester Jordan<sup>4</sup> m'a pris par la main et m'a servi de guide, lui-même insistant expressément dans sa conclusion sur le parallélisme entre la famine médiévale des peuples blancs d'Europe et la contemporaine famine dont souffriront aujourd'hui encore, certaines populations africaines. Pour le XV<sup>e</sup> siècle, j'ai beaucoup utilisé les travaux de Guy Bois. Son marxisme à toute épreuve (paraît-il) m'importait peu. Mais son admirable thèse normande et ses contributions aux *Annales ESC* m'ont fourni des repères extrêmement suggestifs quant à l'histoire des disettes, des subsistances et des prix frumentaires lors du *Quattrocento*, à Rouen et ailleurs. S'agissant du XVI<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XVII<sup>e</sup>, outre quantité d'autres historiens et climatologues, l'un de mes principaux fournisseurs de données, au meilleur sens du terme, fut Alain Croix, auteur d'une thèse énorme et puissante sur l'Armorique *early modern* ; on me dit, et je veux bien le croire, que cet auteur ne figurait pas précisément sur les parties les plus droitières de l'échiquier politique de la péninsule. Le Soviétique Porchnev et ses contradicteurs ou continuateurs (Mousnier, Bercé) m'ont

(3) Didier Eribon, dans *Le Monde*, n° du 28 avril 2007.

(4) On trouvera les textes et ouvrages des auteurs cités par Emmanuel Le Roy Ladurie dans la bibliographie *in fine* des deux volumes de son *Histoire humaine et comparée du climat*.

informé de première main sur les révoltes subsistancielles et autres de l'époque Louis XIII et Louis XIV. Et derrière tout cela, il y a cette grande théoricienne de la spontanéité des masses que fut Rosa Luxembourg, trop oubliée à ce point de vue, et dont je suis l'un des seuls à cultiver la mémoire, s'agissant du spontanéisme en question.

Pour la fin du XVII<sup>e</sup> et le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le meilleur chercheur, trop inconnu du public cultivé, c'est Marcel Lachiver. On ne peut pas dire qu'il communique au culte louis-quatorzien, tel que préconisé par François Bluche. Vieux républicain, à la manière de Pierre Goubert et des instituteurs laïcs d'autrefois, Lachiver a une solide hostilité, peut-être abusive, à l'encontre des performances du Roi-Soleil. Mais où trouver, sinon dans ses *Années de misère*, une meilleure source pour mieux comprendre nos grandes famines de 1693-1694 et 1709-1710, effectivement causées, entre autres facteurs, par deux épisodes météo fort considérables et fort nuisibles, les grandes pluies de 1692 et des mois suivants, et le grand hiver de 1709. Lors du premier événement, la famine a causé 1 300 000 morts supplémentaires sur vingt millions de « Français » ; lors du deuxième, 600 000 morts additionnels « seulement ».

XVIII<sup>e</sup> siècle et Révolution, maintenant : quiconque veut comprendre le mouvement populaire, déterminé pour portion d'icelui par les problèmes de subsistances et de récoltes, eux-mêmes liés aux caprices des saisons, ce « quiconque » doit immédiatement s'adresser, comme je fis, à une pléiade d'historiens, qu'on définira pour simplifier comme étant plus ou moins « de gauche ». Steven Kaplan, grand spécialiste du pain, des boulangeries et du complot (de famine) ainsi que des réformes Choiseul/Terray/Maupeou, du reste contradictoires les unes avec les autres ; et puis Jean Nicolas, dont le prodigieux ouvrage sur les émeutes de subsistances valut au jury littéraire qui l'avait couronné d'être dissous par un fonctionnaire ultra-directif et autoritaire d'une de nos grandes assemblées représentatives, parce que ce livre était trop proche de l'École des *Annales* (*sic*), et bien sûr des *AHRF*. Ernest Labrousse, vieux socialiste SFIO, s'est trompé certes sur la crise économique des dix années qui précèdent la Révolution. Mais ses travaux sur l'histoire des prix et de la vigne, et sur les origines contestataires/subsistancielles de 1789, 1830 et 1848 demeurent essentiels. Je citerai encore Georges Lefebvre qui a droit à un coup de chapeau dans l'ouvrage d'Halévi ; mais aussi, égratignés ou négligés selon le cas, Mathiez, Vovelle sur les émeutes de 1792, Ado, encore lui, George Rudé, Guy Lemarchand sur 1788-89, Richard Cobb, lui-même utilisé en dix lignes quelque peu ironiques par Halévi, alors que ses travaux sur Prairial, tant à Paris qu'en province, restent fondamentaux pour qui veut bien les lire et les approfondir, et comprendre ainsi un événement central de la Révolution française ; et puis le Norvégien Tonneson, dont le gros livre sur la « faim » de 1795 reste capital en effet ; Claude Mazauric dont les travaux sur Babeuf sont

dans le prolongement direct de ce même épisode « Prairial » ; enfin Soboul lui-même : sa grosse thèse sur les sans-culottes constitue un monument tiré des archives, dont aucun équivalent n'existe comme tel parmi les ouvrages qui se rattachent à l'École de Furet, quels que soient les mérites considérables de celle-ci. Rappelons également les enquêtes de Gonnet sur le contexte écologico-économique et contestataire des trois glorieuses de 1830 ; et les recherches des historiens lyonnais sur la révolte au carrefour Rhône-Saône en 1832, liée à la défense du pouvoir d'achat des Canuts, lui-même entamé par la hausse des prix des subsistances dont on sait les causes ; la grosse thèse, encore, de Pierre Lévêque qui fut, au milieu du siècle dernier, mon camarade dans un « grand parti de gauche », ou faut-il dire d'extrême gauche. Pierre Lévêque éclairant de façon définitive les origines écologiques de la crise de 1846-1847, qui fut « génératrice », entre mille autres facteurs, de la Révolution de 1848. Par ailleurs, on devrait s'évader une fois pour toutes de l'Hexagone, rappeler des livres décisifs à base d'histoire quantitative, trop méprisée par l'hexagonalisme contemporain et par ceux qui érigent leur nonchalance en argument théorique anti-chiffres, je pense au grand ouvrage d'Anthony Wrigley, fondamental sur l'histoire savamment nombrée de la population anglaise, sans lequel on ne peut rien comprendre aux *food riots* britanniques ; les œuvres aussi de John D. Post, sur les crises subsistanciennes de 1740 et 1816-1817, celle-ci liée, comme on le sait maintenant, à l'éruption du volcan indonésien de Tambora (1815), environnant la planète d'un voile de poussières céréalicides. La révolte des vigneron languedociens de 1907, elle-même corrélée à une série d'étés chauds, est illuminée par les thèses de deux historiens méridionaux de premier plan et de sensibilité « sinistriste » ; mais bien sûr qui donc les connaît à Paris, entre la rue du Bac et le quai des Grands-Augustins, j'ai nommé Rémi Pech et Jean Sagnes.

Cette évocation est inévitablement incomplète. Elle me paraît contribuer à plus d'objectivité et devoir aider à démontrer que le mépris de fer dont on veut accabler l'école de Soboul, proche nous dit-on d'un « brouet jdanovien » est excessif. Mathiez, qui du reste est revenu plus tard sur cette erreur, a certainement eu tort de justifier la révolution de 1917 par celle de 1793 ; et sur ce point, la démonstration de Furet relayée par Halévi est parfaitement idoine. Ne sont point annulés pour autant les résultats d'années et de décennies de recherches archivistiques et autres, accomplies par ce qu'on peut appeler, faute d'un terme plus adéquat, l'école des *AHRF*. Il me paraît inutile, dans ces conditions, de vouloir s'armer à nouveau pour les combats de la dernière guerre, désormais révolus. Mieux vaut récupérer sur le champ de bataille, les innombrables trophées qu'ont mis au jour les courageux soldats des deux camps. C'est ce à quoi je me suis employé, à ma modeste échelle, dans les deux volumes d'*Histoire humaine et comparée du climat*, parus après l'an 2000, que j'ai évoqués ci-dessus.

Karine RANCE

Votre livre est tout à fait d'actualité, comme le rappelait Guy Lemarchand, aussi bien sur le plan des enjeux réels, que dans les médias ou dans l'agenda politique le plus récent. Mais vous semblez vouloir mettre à distance cette politisation de la question, en vous inscrivant dans une démarche que vous avez qualifiée ailleurs de résolument « scientifique »<sup>5</sup>. L'objet même de votre étude, disiez-vous à l'instant, ressort de l'apolitique. Vous appelez au consensus, mais, paradoxalement, vous inscrivez chacun des historiens que vous mentionnez dans un courant idéologique. Vous revendiquez les emprunts que vous avez faits à des historiens dont les méthodes relèvent d'un marxisme dont vous vous êtes écarté, mais dont vous avez été, pour un temps, un compagnon de route. Cette proximité affirmée avec les historiens « de gauche » correspondrait-elle au maintien, dans votre travail, d'interrogations, d'objets et de méthodes de tradition marxienne, comme lorsque vous évoquez les « causes bourgeoises » de la Révolution de 1830 ?

On pourrait rétorquer que la trajectoire des *Annales* et celle des historiens communistes se sont entrecroisées à plusieurs reprises, dans leur démarche comme dans leurs objets ; on pourrait dire aussi que si le facteur météorologique est étranger aux préoccupations de la plupart des historiens marxistes (mais pas tout à fait aux écrits de Marx), alors que l'attention portée au monde biologique est nettement plus sensible chez Marc Bloch, Lucien Febvre, ou Fernand Braudel, il n'en reste pas moins que les deux fondateurs des *Annales* se sont intéressés aux analyses de Marx, comme André Burguière le rappelait récemment<sup>6</sup>. Enfin, quand, à partir des années 1950, les historiens français ont été plus nettement influencés par le marxisme, Ernest Labrousse a incarné brillamment les deux traditions<sup>7</sup>. Les deux courants se sont donc mutuellement influencés malgré les débats et disputes – ou grâce à ces conflits idéologiques et historiographiques, comme le soulignait Perry Anderson dans un ouvrage qui a ouvert une vive polémique<sup>8</sup> ? Et puisque vous mentionnez le récent livre de Ran Halévi, le conflit entre historiens révisionnistes et historiens marxistes de la Révolution française n'a-t-il pas été fécond, obligeant les uns et les autres à multiplier les recherches pour mieux asseoir leurs positions ?

(5) Emmanuel LE ROY LADURIE, « L'historien face à l'histoire climatique et face à l'attitude des Autorités en cas de conjoncture " climatico-périlleuse " », conférence prononcée aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois sur « l'homme et l'environnement : quelle histoire ? » en 2001.

(6) André BURGUIÈRE, *L'école des Annales, une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

(7) Guy LEMARCHAND, « L'influence du marxisme sur l'histoire en France après la deuxième guerre mondiale (1945-1980) », à paraître dans *Cahiers d'histoire*.

(8) Perry ANDERSON, *La pensée tiède : un regard critique sur la culture française*, trad. Paris, Seuil, 2005.

## Emmanuel LE ROY LADURIE

Les thèmes de la lutte des classes se trouvent chez Marx, mais avant lui chez Guizot, et incidemment aussi chez Tocqueville. En ce qui concerne 1830, dont je ne suis nullement spécialiste, je me rallie à l'analyse de Gonnet : il y a double commande ; la classe moyenne est désireuse de liberté de presse et de participation au pouvoir ; elle est soutenue momentanément par une certaine masse populaire parisienne, elle-même mécontente en raison des mauvaises conditions économiques, et de la cherté des vivres liée aux mauvaises récoltes antérieures. C'est cette « conjoncture » de deux groupes sociaux qui « fabrique » la Révolution des Trois Glorieuses, avec bien sûr une quantité d'autres causalités que je n'ai pas à mentionner ici.

## Guy LEMARCHAND

Vous connaissez l'évolution de l'historiographie française depuis les années 1980 avec la tendance de plus en plus nette à casser la réalité historique en secteurs d'analyse isolés les uns des autres, l'« histoire en miette » a dit F. Dosse. Le tout social est fragmenté en compartiments entre lesquels on établit implicitement des cloisons étanches : d'un côté l'économique, puis le social, puis le politique, encore l'idéologique et plus vastement le culturel. La visée de Marc Bloch et Lucien Febvre d'« histoire totale » qui doit effectivement être modernisée et nuancée, est purement et simplement abandonnée, devenue entachée de totalitarisme a insinué F. Furet. On ne peut cependant isoler cette évolution de l'ambiance idéologique dans laquelle vivent les historiens qui, inévitablement, en sont plus ou moins impressionnés : l'hégémonie du libéralisme et particulièrement du libéralisme économique, depuis l'empirisme utilitariste britannique des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, qui se fait atomistique vis-à-vis de la réalité sociale. On retrouve ce mode de pensée aujourd'hui encore et partout dans le débat sur l'actualité politique : d'un côté l'économie et ses pseudo-lois présentées comme aussi inaltérables et inévitables que les lois de la gravitation, de l'autre le reste et en particulier un fourre-tout dénommé culturel qui n'aurait guère de rapport avec les faits matériels et sociaux et où se glisseraient la liberté et l'invention humaine comme nageant dans le firmament azuré. L'un des mérites de l'étude d'Emmanuel autour de climat et récolte me paraît de rétablir une continuité, complexe mais réelle, entre les bases matérielles, voire géographiques, les structures sociales des sociétés du passé et les autres secteurs de leur organisation et de leur vie : leur histoire démographique, des aspects de leur politique, voire des ambiances idéologiques, autrement dit recoller le tout social.

En outre puisque nous en sommes à l'historiographie en tant qu'histoire de l'histoire, je note qu'à lire Emmanuel on voit que des discussions



des années 1960 sur de grandes questions de démographie historique sont en 2007 tranchées et tranchées dans un certain sens qui confirme l'extrême dureté des conditions de vie au « grand siècle », le XVII<sup>e</sup> siècle, mais encore dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle où se constitue le capitalisme industriel. Je veux parler essentiellement de trois questions où étaient intervenus en particulier P. Goubert, P. Chaunu, J. Dupaquier, F. Lebrun. La question de la faim encore au XVIII<sup>e</sup> siècle : malgré une amélioration relative entre 1720 et 1770, elle tue encore au moins indirectement en affaiblissant les corps et les défenses contre les germes épidémiques. La question de l'impact des crises de mortalité : elles sont loin d'être insignifiantes, agissant à la fois sur les décès, la nuptialité, la natalité et les déplacements de population. Goubert avait déjà mis en valeur le phénomène des générations creuses. Enfin la question de la persistance jusqu'à 1850 de crises de subsistances notables et de leurs conséquences démographiques sur lesquelles récemment N. Bourguinat a déjà insisté et que les totalisations d'Emmanuel mettent en valeur. Le « beau XVIII<sup>e</sup> siècle » et la tranquille monarchie censitaire y apparaissent sensiblement moins heureux qu'on ne tendait à le penser.

#### Emmanuel LE ROY LADURIE

Histoire totale, mieux vaudrait dire, à la Edgar Morin, histoire complexe ou histoire globale. Et sur ce point je suis d'accord avec l'intelligente analyse de Ran Halévi.

La crise de subsistance telle qu'analysée par W.C. Jordan et E.P. Thomson est une fusée à plusieurs étages ; c'est aussi un phénomène global et récurrent, avec dix ou douze niveaux canoniques : incidents météo, mauvaises récoltes, hausse des prix, faim, épidémies, morts nombreuses, dénatalité et dénuptialité, émeutes, politique sociale des autorités (hôtels de ville, monarchie, Église), vague de prières et de pèlerinages pour faire venir la fin des faims, émeutes de femmes en vue de l'obtention du panifiable, etc. Cela dit, dans ce genre de phénomène, l'ambivalence existe. Une canicule, en 2003, c'est la mort, en France, de 15 000 personnes âgées ; en 1719, c'était le décès des bébés (450 000 victimes, dont beaucoup d'enfantelets sur 21 millions de Français en cette même année de la Régence de Philippe d'Orléans).

Sur le libéralisme bon chic, bon genre, il faut s'entendre. L'erreur des Thermidoriens, c'est en effet d'avoir supprimé le maximum des prix. Pendant les deux guerres mondiales, par contre, on s'est gardé comme de la peste d'abolir le contrôle des prix et les tickets de pain. Les gouvernants d'alors avaient parfaitement compris que le libéralisme n'avait pas lieu d'être dans ces situations de pénurie des deux grands conflits du XX<sup>e</sup> siècle.

Karine RANCE

Ces grandes enquêtes qui ont été menées dans l'optique d'une histoire globale ne peuvent susciter que l'admiration pour l'ampleur du travail mené et pour la richesse des résultats obtenus (celle sur les conscrits par exemple). Mais après le pic des années 1960, ces analyses sérielles ont connu un reflux continu. Et dans un contexte idéologique qu'évoquait Guy Lemarchand, la plupart des historiens se sont détournés des analyses structuralistes pour s'intéresser davantage aux discours, aux représentations ou aux pratiques. Le « tournant critique » des *Annales* en 1989 a été emblématique de ce déplacement paradigmatique. Tout en contestant les excès relativistes issus du *linguistic turn*, les auteurs invitaient à repenser les approches quantitatives. Jean-Yves Grenier, pour sa part, se proposait de trouver une solution aux apories qu'il relevait dans l'analyse statistique menée sur le modèle classique<sup>9</sup>.

L'exploration paradigmatique se poursuit depuis, et des historiens cherchent à éprouver la validité du « penser par cas »<sup>10</sup> ou de l'interactionnisme. Au risque d'en arriver à un « anarchisme épistémologique » contre lequel Jean-Louis Fabiani met en garde dans une récente livraison des *Annales*<sup>11</sup>. Celui-ci montre bien que, dès lors qu'il s'agit d'expliquer ou de généraliser, on revient finalement souvent à des schémas structuralistes supposés être battus en brèche par ces nouveaux paradigmes. On en viendrait presque à envier les générations précédentes qui disposaient de ces modèles intégrateurs. D'ailleurs une enquête collective comme celle de Jean Nicolas<sup>12</sup>, que vous mentionniez tout à l'heure et dont vous exploitez les résultats pour votre livre, montre bien toute la valeur heuristique des analyses sérielles et tout ce qu'elles peuvent révéler des structures de la société d'Ancien Régime.

Mais la question que je me pose est de savoir dans quelle mesure on peut avoir un traitement similaire du facteur climatique. Vous avez écarté les réserves de Jean-Yves Grenier qui considérait qu'il était impossible de reconstituer les variations météorologiques avant le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>...

(9) Jean-Yves GRENIER, « Expliquer et comprendre. La construction du temps de l'histoire économique », dans Bernard LÉPÉTIÉ (éd.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 227-251.

(10) Jean-Claude PASSERON, Jacques REVEL (éds.), *Penser par cas*, Paris, éditions de l'EHESS, 2005.

(11) Jean-Louis FABIANI, « La généralisation dans les sciences historiques : obstacle épistémologique ou ambition légitime ? », *Annales HSS*, janvier-février 2007-1.

(12) Jean NICOLAS, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1661-1789*, Paris, Seuil, 2002.

(13) Jean-Yves GRENIER, *L'économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 279-286 : « Offre agricole et météorologie ».

Emmanuel LE ROY LADURIE

On disait aussi au premier XIX<sup>e</sup> siècle qu'on ne pouvait pas connaître la composition chimique des étoiles. Impossibilité vite démentie. *Idem* pour les fluctuations du climat, magnifiquement étudiées (en allemand) par Christian Pfister lors des années 1980. J.-Y. Grenier a donné, pour moi c'est essentiel, une magnifique étude de l'agro/météo du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Karine RANCE

Mais la « répétition de l'accident météorologique » peut-elle vraiment être considérée comme « donnant une structure » aux sociétés agraires ? S'il y a récurrence du cycle pénurie - prix élevé - émeute, cela ne signifie pas qu'il y ait périodicité ni même régularité de l'accident climatique. Est-ce que, en faisant du climat une des variables de ces cycles, il n'y a pas risque d'appropriation du monde biologique en lui imposant des rythmes, des cycles qui lui sont exogènes, et finalement en donnant sens à une variable totalement aléatoire ?

Emmanuel LE ROY LADURIE

J'ai voulu dégager un idéal-type de la crise de subsistance ; les nuances, en effet, vont de soi, d'un siècle à l'autre. Et puis, il n'y a pas régularité de la crise tous les onze ans, comme s'il s'agissait d'un cycle des taches solaires. Ce serait absurde de l'affirmer. Mais il y a un revenez-y des crises à intervalles irréguliers avec des caractéristiques néanmoins analogues ; et par exemple pour les famines ou les crises de mortalité : 1661, 1693, 1709, 1740, 1770, 1788, 1794-95, 1811, 1816, 1846... La crise de subsistances est à l'histoire sociale ce que la supernova est à l'astronomie. C'est une chandelle cosmique qui éclaire tout l'immense paysage de l'histoire lequel précède et suit cette catastrophe. Les supernovae, elles aussi, ne reviennent point à intervalles réguliers, mais elles présentent toutes des caractères communs qui en font des objets d'études extraordinaires. *Idem* les crises de subsistances et de mortalité. Il faut voir tout ce qu'ont tiré de catastrophes de ce type Pierre Goubert, Alain Croix, Guy Bois, François Lebrun (chrétien de gauche s'il en fut jamais), Lachiver, et bien sûr Jean Meuvret...

Karine RANCE

Ceci soulève quand même la question des intervenants extérieurs à ce schéma. Dans le premier volume de votre ouvrage, vous datez la première intervention de l'État en matière d'encadrement du commerce du grain du règne de Louis XI, lorsque celui-ci doit faire face à la crise de l'an-

née 1481-82. Le roi affirme alors plusieurs principes allant de la libre circulation du grain à l'interdiction des stocks et des exportations et à l'encouragement des importations (même si – comme vous le soulignez – la monarchie n'a pas encore les moyens policiers et judiciaires pour mettre en œuvre ces principes). On a donc le sentiment que, pour vous, l'intervention étatique est source de stabilisation et d'ordre. Pourtant, dans le deuxième volume, pour la période 1790-94, alors que les récoltes doivent être suffisantes au vu du climat, vous évoquez les émeutes de subsistances que vous imputez (je résume là rapidement) à la Révolution, mais aussi à la guerre et aux assignats. Donc, aussi à l'État ?

L'ambivalence du rôle de l'État apparaît aussi dans l'ouvrage que Reynald Abad a consacré à l'approvisionnement de Paris<sup>14</sup>. Outre son intervention dans ce qu'on pourrait appeler – au risque d'un anachronisme – l'aménagement du territoire (je pense, en particulier, au développement des réseaux de transports), la monarchie élabore un arsenal réglementaire destiné à régulariser l'approvisionnement des marchés, à assurer la qualité sanitaire des marchandises et à éviter la spéculation. Mais d'un autre côté, l'ingérence étatique est perturbatrice dans la mesure où, répondant aussi (ou avant tout ?) à la crainte d'un soulèvement populaire parisien, la capitale est visée au premier chef par ces réglementations, aux dépens des villes de province, qui parfois en pâtissent sérieusement. L'État, enfin, peut avoir un rôle déstabilisateur via les prélèvements fiscaux, qui sont de plus en plus lourds pour financer la guerre, mais aussi, à la fin de l'Ancien Régime, pour le service d'une dette croissante. Alors pour vous, l'intervention de l'État est-elle, face aux aléas de la météorologie et des récoltes, un facteur stabilisateur ou au contraire perturbateur ?

Par ailleurs, si j'en reviens au livre de Jean Nicolas, les variations régionales des réactions populaires en temps de pénurie montrent que bien d'autres facteurs interviennent – et vous le dites vous-mêmes – qui perturbent le modèle mauvaise météorologie- pénurie- cherté- émeute. En 1692 par exemple, période « d'horreurs climatiques », Jean Nicolas relève que la façade atlantique est certes relativement protégée par son climat océanique, mais aussi par les ports qui favorisent l'arrivée de convois venus de la Baltique. Dans le Nord et le Nord-Est, la présence militaire assure le maintien de l'ordre et l'approvisionnement. Quant au Sud-Est et à l'Est, ils échappent en grande part aux émeutes à cause d'un « climat de résignation ». Inversement, vous montrez que le peuple se soulève dans les années 1790-94 alors que les récoltes ont probablement été suffisantes. Est-ce qu'il n'y a donc pas surdétermination à faire d'une météorologie défavorable, facteur contingent s'il en est, une cause systématique de révolte ?

(14) Reynald ABAD, *Le grand marché. L'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2002.

Emmanuel LE ROY LADURIE

Systématique oui, au sens où François Furet préférerait le *Système* au *Tableau*. Systématique donc, mais pas automatique.

Karine RANCE

Est-ce qu'il ne faut pas reconnaître aux individus plus de liberté d'action dans les soulèvements, sans considérer que ceux-ci ne relèvent systématiquement de l'*habitus* ? Dans ce face à face entre l'économie et le climat, les hommes apparaissent, dans votre livre, en tant qu'affamés ou révoltés, comme paysans trop peu innovateurs ou commerçants spéculateurs, ou encore comme monarques et ministres impuissants. Ne faudrait-il pas, comme y invitent les nouvelles tendances de l'histoire sociale, davantage reconnaître à ces hommes et à ces femmes une capacité de négociation, d'élaboration ou de dissolution de conventions et restituer au peuple cet « élément de conscience » (Jean Nicolas) ? Est-ce qu'il n'y a pas interaction dans l'événement qu'est l'émeute, interaction productrice de changement, ne serait-ce que dans la forme des révoltes, qui évoluent vers des formes plus politisées autour de 1788-89 ? Le peuple, finalement, n'est-il pas mis en retrait en tant qu'acteur collectif, prisonnier comme il semble l'être de ces structures et tendances météorologiques et économiques ?

Emmanuel LE ROY LADURIE

Les interventions de l'État n'ont pas toujours eu lieu. Louis X le Hutin, lors de la famine de 1315, s'était borné à ravitailler ses troupes en Flandre et à vendre leur liberté à des serfs pour se procurer de l'argent, dont il avait besoin, vu l'inflation des prix dues à la famine. Louis XI, lui, en 1481, autre famine, a pris des mesures, surtout platoniques ; mais néanmoins l'intention y était, ce qui, à soi seul, constituait un fait nouveau.

Louis XIV et Colbert, en 1661, ont vraiment inauguré l'interventionnisme, en temps de famine francilienne, par achat de blé en Gironde, en Bretagne, et dans la région baltique. Les rois successeurs en feront autant et davantage. Mais du coup, on les accusera de spéculation au profit de leurs maîtresses, au profit aussi des ministres. Ce fut le concept du complot de famine (S. Kaplan), totalement forgé de toutes pièces, mais mobilisateur à la veille de la Révolution française, tout comme le fut la légende du collier de la Reine.

Sur la contingence, je me suis exprimé déjà : le *timing* des crises de subsistances est variable, mais leur structure est souvent ressemblante d'une crise à l'autre. Sur l'intervention des femmes dans les *food riots*, on se

reportera notamment aux travaux de Mme Tartakowsky relativement aux émeutes de subsistances féminines en France pendant l'occupation allemande, notamment à Marseille et à Paris.

### Guy LEMARCHAND

Les deux questions de Karine, l'une méthodologique sur l'efficacité des grandes enquêtes collectives, l'autre plus philosophique sur le contingent, l'individuel et l'événement dans l'histoire nous mettent au cœur de notre entretien. Selon certains critiques épistémologues, avec l'accent mis dans la recherche sur l'économique, le démographique, les structures sociales quantitatives, tout deviendrait structures d'évolution de longue durée à la Braudel où les individus, les personnalités et l'invention créatrice ne pourraient qu'être effacés. Mais en fait l'individu et son caractère unique irréductible et le collectif dans lequel il vit et par lequel il existe, est-ce incompatible et ne peut-on pas les appréhender ensemble ?

Précisément face à une réalité vécue d'apparence fragmentée – et la rapidité et la multiplicité de l'information aujourd'hui ajoutent encore à la pulvérisation et la confusion apparentes – il faut rétablir des ensembles, c'est-à-dire l'interaction continue entre les instances du tout social dans lequel l'individu, fut-il d'exception, s'insère. Déjà à propos de l'État Emmanuel vient de dessiner des liens, des influences entre deux ou trois niveaux de la société. C'est, par exemple, l'imputation au politique du défaut de récolte d'origine météorologique : les foules mécontentes à cause de la hausse des prix liée à l'origine à l'insuffisance de la récolte rendent responsables de leur malheur les bladiers, les privilégiés qui stockent le produit des redevances féodales, les autorités qui leur sont proches. On passe du niveau économique – nous n'avons plus de quoi nous nourrir – à un niveau social – c'est la spéculation marchande et, derrière, l'inégalité sociale qui est en cause – et même au niveau politique qui trouve son couronnement dans l'idée de pacte de famine. Contrairement à ce que suggère Y.-M. Bercé, les troubles de subsistances présentent toujours un aspect fruste mais net de revendication sociale, une lutte de classe élémentaire.

Plus profondément et plus généralement, ce rôle des récoltes et la contingence liée minimum de Maunder<sup>15</sup> ou aux éruptions volcaniques génératrices d'écrans de poussière dans l'atmosphère, phénomènes exogènes qui échappent à la volonté humaine, seraient-ils la clef de l'histoire écrasant collectivités et individus ? Assurément pas si l'on veut bien rétablir

(15) Minimum de Maunder : évanouissement superficiel des taches solaires sur notre étoile entre 1645 et 1715. Les astrophysiciens et les spécialistes de la physique de l'atmosphère ont beaucoup discuté de l'influence de cet épisode sur la météorologie de notre planète.

la totalité dans laquelle se déroule cette histoire du climat et si l'on part de bonnes réalités concrètes, triviales, qui s'imposent à tous. Les hommes, même géniaux, ont besoin de manger et de s'habiller contre les intempéries tous les jours. Ils sont préoccupés d'abord par la nourriture dont ils peuvent disposer ou par le revenu qu'ils reçoivent pour couvrir les besoins fondamentaux. J'enfonçe des portes grandes ouvertes évidemment, mais le « tout culturel » historique oublie parfois de telles banalités. Le contexte des variations climatiques longues et des crises météorologiques courtes, c'est le mode de production ou le système économique et social – peu importe le terme – où se déploient les effets de ces phénomènes extra-humains. Les sociétés qu'étudie Emmanuel dans l'histoire du climat, du XIII<sup>e</sup> siècle à 1850, sont caractérisées par la prépondérance marquée dans l'économie de l'agriculture, le primat des céréales – adaptées au climat et aux sols – dans l'alimentation et la basse productivité. Il n'y a pratiquement pas de réserves de grains parce que les rendements sont trop bas et les techniques de stockage encore peu évoluées. Donc les échauffements d'été ou les grandes pluies ont un impact essentiel : des variations de récoltes de 15-20 % déclenchent des crises sociales, voire politiques, graves. Certes à partir du XVII<sup>e</sup> siècle l'État prétend intervenir et réguler la distribution du grain. En fait il ne contrôle pas grand chose, faute d'y mettre les moyens financiers nécessaires. Et, là encore faits humains et datés, nous sommes dans le cadre d'une économie de marché – le capitalisme au stade marchand – en construction avec toutes les irrégularités et le manque d'ajustements entre l'offre et la demande que cela suppose ; les économistes diraient : c'est la règle de la concurrence imparfaite. Pourquoi ? Les techniques de transport sont encore faibles, même au XVIII<sup>e</sup> siècle, et il y a encore les cloisonnements humains d'origine en partie féodale : les péages, les aides, les traites, les octrois... Donc la structure sociale et le niveau politique entrent en jeu et ce n'est plus seulement une affaire d'anticyclone et de circulation stratosphérique : la spéculation marchande ne provoque pas le défaut de récolte comme en a l'idée le populaire, mais elle l'aggrave et, suivant leurs préjugés de classe, les autorités sont tentées de voir dans le mouvement populaire d'abord le fruit des bas instincts de la canaille ou le résultat de l'intrigue des grands. Le meurtre de Simoneau en 1792 est imputé par la majorité de la Législative à la contre-révolution ou à des meneurs mal identifiés et dépravés.

Quelle est la place de l'individu là-dedans ? Il y a deux niveaux où il peut apparaître. En premier lieu celui des masses anonymes et des courants de psychologie collective où naissent éventuellement des créations esthétiques ou intellectuelles nouvelles, ces psychoses comme au XV<sup>e</sup> siècle le goût des danses macabres et des spectacles de mort, cette ambiance funéraire qui comme par hasard coïncide avec des récoltes mauvaises et des poussées répétées de peste. Là, l'individu irréductible peut exister effecti-

vement, mais baigné dans un collectif. La micro-histoire saisit l'individu dans son cadre, mais elle n'est pas séparable précisément de l'étude de ce cadre et cette démarche, pas plus que le genre biographique, ne doit ni ne peut être exclusif par rapport aux recherches quantitatives sur les structures et le temps long, qui comportaient déjà des « études de cas ». Ou bien encore c'est le « beau XVIII<sup>e</sup> siècle » avec effectivement une diminution de l'intensité des crises et la stabilisation du prélèvement fiscal qui produisent un moment d'amélioration pour la paysannerie, une individualité différente de celle du XV<sup>e</sup> siècle, et, en écho, l'effusion de la pastorale et du culte de la nature. Et, deuxième niveau où intervient l'individu : la personnalité des décideurs de ce milieu étroit qui est le propre de la monarchie absolutiste et même encore de la monarchie censitaire de Louis XVIII. C'est fréquemment l'impuissance qui marque leur action, les blés que le roi fait venir de la Baltique par la Hollande n'ont guère d'effet sur le marché. Il faudrait, quelle que bonne intention qu'aient les individus, importer de grandes quantités, avoir donc des crédits importants, c'est-à-dire augmenter la fiscalité et faire payer les privilégiés et consacrer moins à la guerre dont vivent partiellement nombre d'officiers, par conséquent s'attaquer à la société d'ordres. Du minimum de Maunder... au féodalisme, voilà tout ce qu'embrasse cette histoire du climat, n'est-ce pas l'essentiel ?

Emmanuel LE ROY LADURIE

À propos des enquêtes : il y a des carottages, comme ceux qu'a faits Jean Jouzel dans l'Antarctique, c'est ce que j'ai voulu réaliser à ma modeste échelle. Autrement dit, empilement de couches superposées : mauvais climat, mauvaises récoltes, déficit des grains, hausse des prix, incidences démographiques, sociales, religieuses, politiques (imputation de la crise au politique, disait déjà Ernest Labrousse). C'est donc le carottage de bas en haut. Et puis, il y a l'étude stratigraphique : Tocqueville, Furet, ont fait une étude spécifique de la strate supérieure, celle du politique. Même si Furet, en fait, a opéré quelques sondages dans l'économie, il a creusé parfois dans le tuf, sous les sables mouvants de l'événementiel. Il était trop intelligent pour ne pas le faire. Donc carottage et stratigraphie. Les deux méthodes ne s'opposent pas, elles devraient en principe se compléter. Mais bien sûr on est encore loin du compte. C'est en ce sens que la pensée de Marx, avec ses carottages de la base au sommet, de l'infrastructure à la superstructure donne des résultats qui, à mon sens, sont parfois complémentaires de la pensée tocquevillienne, dans la mesure où celle-ci est trop exclusivement politique, certes féconde à ce point de vue.

L'historien du climat pratique une sorte de matérialisme historique très différent bien sûr de celui extrêmement rigide et structuré qu'on attribue en règle générale au marxisme. Matérialisme historique, c'est-à-dire



attitude réaliste vis-à-vis des bases matérielles, écologiques et autres de l'histoire, par contraste avec le spiritualisme historique qui caractérise nombre de jeunes historiens actuels pour le meilleur, bien sûr, et pas du tout pour le pire.

### Guy LEMARCHAND

Je voudrais revenir sur les convergences entre historiens venus d'horizons différents. Je crois que justement il y a là l'effet du travail, la rigueur de la discipline historique. Quelles que soient leurs préférences personnelles et leurs choix idéologiques, des esprits rationnels ne peuvent pas à partir des constats tirés des documents confrontés entre eux et critiqués (le recours aux règles de l'école positiviste, plus le recours aujourd'hui à la linguistique, la psychanalyse même, etc.) ne pas tomber d'accord devant l'évidence de la lecture de ces sources. Il est souvent intéressant et parfois significatif de préciser le courant, l'orientation philosophique ou politique de l'historien dont on étudie et utilise les travaux, cela peut aider à en voir les limites ou insuffisances, mais à condition de ne pas être à son tour prisonnier de ces remarques et de saisir dans quel contexte les travaux en question ont été élaborés. Par exemple le livre récent de R. Halevi qu'a cité Emmanuel tout à l'heure. C'est un mausolée élevé à la gloire de Furet et chacun a le droit de rédiger des monuments hagiographiques pour qui bon lui semble. Ce qui est plus critiquable c'est la méthode qu'emploie l'auteur, où l'étiquette collée sur le dos des adversaires idéologiques de celui qu'il célèbre, sert de démonstration pour établir la nullité de ces personnages qui se sont risqués dans les années 1960 à contredire l'auteur du *Passé d'une illusion*. Ce qui vaut au lecteur le plaisir de savourer quelques qualificatifs informants et spirituels du type « brouet jdanovien » « vulgate jacobine » qui ne renseignent pas davantage sur la pensée des historiens incriminés – il est vrai qu'ils n'ont pas de pensée... – et ne met en scène que Halévi avec un ton paradoxal de petit Vychinski à l'envers. Sans tomber dans le consensus mou de l'éclectisme, ici la révélation de l'étiquette, manie fréquente dans la Droite française qui a longtemps cru voir la main du complot marxiste un peu partout, est en fait contre-productive.

On peut d'ailleurs se poser une question de fond à propos de cette distribution d'étiquettes qui tombent parfois dans l'arbitraire et le stéréotype, particulièrement dans le débat contemporain. Or la discipline historique peut être un enjeu à cet égard. Actuellement sont à la mode les analyses à perte de vue sur l'homme de gauche, l'homme de droite, la disparition des clivages, la constitution d'un nouveau réalisme universel plus ou moins « social-démocrate », etc. Et dans ces discussions on omet avec soin le poids des transnationales, la financiarisation du capitalisme, le rôle de l'OMC ou de la Commission de Bruxelles, le pouvoir monétaire de

la BCE, le tout en réalité agissant sous la pression des marchés financiers et faisant lui-même pression sur les institutions politiques pour l'élaboration de la décision finale. Plus noblement correspond partiellement à ces discours un certain type de démarche de recherche sociale, par exemple de P. Rosanvallon.

Je me demande donc – vieux problème – si cela ne relève pas d'une orientation profonde, à savoir l'attachement à un rationalisme que, pour faire vite, trop vite, on peut qualifier de type aristotélien et fixiste et un refus d'intégrer la dialectique et l'idée non seulement d'évolution, mais également de contradiction interne, notion dangereuse car elle peut aboutir à remettre en cause le système social en place. N'est-ce pas là que se situe le vrai conservatisme ? Telle est la présentation dans les années 1980 de la critique contre l'école des *Annales* et le quantitativisme dont le livre d'Emmanuel est l'héritier, l'opposition alors mise en avant entre l'histoire de l'individu, l'histoire sociale limitée à l'histoire de la sociabilité, et d'autre part l'étude des structures de propriété et d'organisation du travail, l'histoire des groupes sociaux définis à partir de ces bases. Et, comme par hasard, on revient alors implicitement avec le libéralisme économique régnant, à des archétypes non avoués tel l'homo economicus de l'époque de J.B. Say et D. Ricardo qui rompt avec plus d'un siècle de recherche de sciences humaines. Le rejet par Furet des « circonstances » pour comprendre la Révolution n'est-il pas le corrélatif d'une histoire politique qui fractionne le réel social et brise les liens dialectiques entre les instances du tout social ? Le vrai conservatisme de notre temps ne se situe-t-il pas dans ce type de démarche plutôt que dans la défense des acquis sociaux aujourd'hui, ou à propos d'hier dans l'affirmation du caractère progressiste et en avance sur son temps de certaines mesures de l'An II, les « anticipations » selon Labrousse, qu'étaient les lois de ventôse ou le Grand livre de la bienfaisance publique ?

#### Emmanuel LE ROY LADURIE

Je vous laisse, Guy, la responsabilité de vos remarques sur mon ami Ran Halévi ; je retire de Furet, et aussi d'Halévi, je le souligne, deux idées importantes. D'abord la notion des deux révolutions françaises, déjà mise au point par Guglielmo Ferrero, 1789 et 1793 ; ce Guglielmo Ferrero que Furet, à mon sens, cite trop peu, et qui fut pourtant l'une des origines de sa pensée à lui.

Je voudrais souligner aussi l'une des contributions les plus riches du livre maintes fois très élaboré d'Halévi, relativement aux derniers développements de la pensée de Furet et celle de l'auteur de cette *Expérience du passé*. Pendant longtemps, en effet, Furet a identifié le radicalisme révolutionnaire aux imprécations injurieuses de Marat. Vers la fin de sa vie, avec

la collaboration d'Halévi, il mettait en cause également, à ce propos, 1789, c'est-à-dire « les violentes maximes de Sieyès, la fièvre éradicatrice de la nuit du 4 août, le volontarisme immodéré de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et enfin l'instauration d'une monarchie républicaine sur les décombres de la monarchie absolue ». Il y a aussi cette idée d'une continuité du radicalisme dès 1789, et qui se voit bien, du reste, dans les premiers meurtres, au moment de la prise de la Bastille. On est évidemment ici dans la ligne de Burke qui, dès l'origine, réagissait assez vivement aux implications, à son gré tout à fait extrémistes, de la Révolution française y compris à partir de 1789.

Comment je réagis, en effet, à la notion de mode de production ? Personnellement la superposition marxiste entre forces de production à la base et rapports de production qui surmontent celles-ci ne me paraît pas absurde, simplement je voudrais qu'on insère dans les forces de production précisément la nature et le climat avec ses fluctuations. Les marxistes y ont toujours ou très longtemps répugné. Mais personnellement, je dois dire que dès ma première communication en 1957 à la *Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon*<sup>16</sup>, j'avais franchi ce pas, voici très exactement cinquante années.

#### Guy LEMARCHAND

Il est arrivé à l'histoire du climat, variable exogène par rapport à la société, ce qui est arrivé à la démographie historique dans les années 1950-1960. Les historiens, quels qu'ils soient, en particulier se réclamant du marxisme, la considéraient avec un peu de suspicion, avec, encore, la crainte que l'attention portée sur la population fasse oublier la lutte de classe. A. Soboul a eu un peu cette première réaction, dans les conversations avec lui. Mais il en est vite revenu et a intégré le fait démographique. Et il y a le couronnement en la matière : P. Vilar et *La Catalogne dans l'Espagne moderne* (1962), qui à côté de l'économie, des structures sociales et des orientations politiques, étudie aussi, en liaison avec les autres caté-

(16) Emmanuel LE ROY LADURIE, « Fluctuations météorologiques et vents de vendange au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon*, XXX<sup>e</sup> et XXXI<sup>e</sup> congrès, Sète et Beaucaire, 1956-1957, ouvrage paru à Montpellier.

(17) Aron COHEN, Rosa CONGOST, Pablo F. LUNA (éds.), *Pierre Vilar : une histoire totale, une histoire en construction*, Paris, éditions Syllepse, 2006.

gories de faits, la démographie du Principat, qui avec lui prend toute sa place dans le mode de production, ainsi qu'il a été relevé dans le colloque d'historiographie récent sur l'œuvre de Vilar<sup>17</sup>.

Guy LEMARCHAND

Université de Rouen  
IRED, rue Lavoisier  
76821 Mont-Saint-Aignan cedex  
guy.lemarchand@yahoo.fr

Emmanuel LE ROY LADURIE

Collège de France  
11, place Marcelin-Berthelot  
75005 Paris

Karine RANCE

Université Blaise Pascal  
29 Bd Gergovia  
63037 Clermont-Ferrand Cedex 1  
karine.rance@wanadoo.fr